

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2010

OBJET : COMPTE ADMINISTRATIF ET AFFECTATION DES RESULTATS – EXERCICE 2009 - VILLE

Mesdames, messieurs,

Nous examinons le compte administratif 2009. C'est un document qui récapitule l'ensemble des mouvements enregistrés sur les comptes, c'est-à-dire toutes les dépenses réalisées et toutes les recettes encaissées par la ville entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2009. Il doit être en concordance avec le compte de gestion établi par le Trésorier.

Tout d'abord, il faut rappeler que 2009 correspond à la 1^{ère} année de plein exercice de notre équipe municipale, puisque 2008 comportait un trimestre de gestion de l'ancienne équipe. Après des mesures correctrices apportées en cours d'année 2008 pour démarrer l'effort de redressement des finances communales, nous avons pu donner sur 2009 la pleine mesure de notre gestion et de nos engagements envers les montreuillois.

Ainsi, vous constaterez avec moi les premiers résultats positifs de nos efforts, puisque l'exercice 2009 présente une réelle inversion de tendance : après une dégradation des indicateurs de gestion en 2007, puis un ralentissement sur 2008, l'année 2009 est caractérisée par une exécution saine, avec des indicateurs à nouveau favorables.

Je vais vous présenter premièrement les grandes masses permettant de produire le résultat de l'exercice, avant d'examiner les différents postes de dépenses et de recettes, tant en fonctionnement qu'en investissement.

Détermination du résultat final des deux sections du budget :

↳ INVESTISSEMENT

- **Le résultat 2009** de la section d'investissement est égal au résultat de l'année (recettes constatées - dépenses réalisées), corrigé du résultat de l'année 2008 et des restes à réaliser tant en dépenses qu'en recettes.
- **Les restes à réaliser** sont des crédits d'investissement qui ont été engagés dans l'exercice 2009 et qui n'ont pas encore donné lieu à une réalisation. Ces crédits sont reportés sur 2010.

↳ FONCTIONNEMENT

- **Le résultat de la section de fonctionnement** est égal au résultat de l'année 2009 (recettes constatées - dépenses réalisées), corrigé du résultat de l'année 2008.

- **Le virement de la section de fonctionnement vers l'investissement** prévu au budget n'est pas exécuté au cours de l'exercice et l'exercice se termine logiquement par un « besoin de financement » en investissement et un excédent en fonctionnement, le Conseil municipal constatant ces deux résultats au compte administratif.



Le résultat final du compte administratif 2009 est excédentaire de **830 994,25€**, ce qui correspond à l'un des résultats les plus faibles depuis plus de 5 ans.

Cet excédent se répartit différemment entre les deux sections du budget :

- 17 523 188,27€ d'excédent en fonctionnement (résultat reporté inclus)
- 16 692 194,02€ de besoin de financement en investissement

En fonctionnement, ce résultat reflète

- **une maîtrise des dépenses, maintenues à 95,1% des prévisions**
- **un bon niveau de réalisation des recettes, à 104,9% des prévisions**

L'analyse détaillée des sections de fonctionnement et d'investissement nous permettra de mieux appréhender cette réalité budgétaire et le sens du résultat de l'exercice.

I. La section de fonctionnement

↳ LE SOLDE GENERAL DE FONCTIONNEMENT (+ 17,52M€)

Après deux années consécutives de baisse, le **résultat d'exécution** de la section de fonctionnement enregistre une augmentation par rapport à l'exercice précédent, à savoir 2008 : les recettes perçues en 2009 sont supérieures de **16,98M€** (hors résultat reporté) aux dépenses payées dans l'exercice, contre un solde positif de 14,7M€ en 2008, 16M€ en 2007, 22,8M€ en 2006.

Cette augmentation du solde d'exécution de fonctionnement résulte d'une progression moins rapide des dépenses (+6%) que des recettes (+6,8%).

Ces chiffres doivent être relativisés car ils comprennent les opérations d'ordre¹, qui sont des opérations bilantielles, et les opérations réelles, qui traduisent plus fidèlement les tendances budgétaires.

↳ LE SOLDE DES OPERATIONS REELLES DE FONCTIONNEMENT

¹ Liées à la gestion du patrimoine qu'implique l'instruction M 14, ces opérations s'effectuent sans décaissement ou encaissement, à la différence des opérations réelles.

En ne prenant en compte que les opérations réelles,

- les dépenses réelles de fonctionnement sont en baisse de **0,52%**
- les recettes réelles progressent à hauteur de **6,44%**.

Cette évolution extrêmement favorable doit être relativisée puisque les recettes exceptionnelles intègrent en 2009 la cession de la tour administrative. Toutefois, même en retirant les charges et produits exceptionnels, **l'épargne brute** dégagée par la section de fonctionnement repart nettement à la hausse, à hauteur de **+12,9%**, après deux années de diminution (-10,3% entre 2008 et 2007 et -22,7 % entre 2007 et 2006).

↳ LE SOLDE DES OPERATIONS COURANTES DE FONCTIONNEMENT

En affinant encore l'analyse, c'est-à-dire en soustrayant non seulement les charges et produits exceptionnels mais aussi financiers, pour ne retenir que les dépenses et recettes réelles récurrentes, régulières, le constat est le suivant : les **recettes de gestion courante** de fonctionnement **ont augmenté de 2,44%**, tandis que les **dépenses de gestion courante** ont progressé de **seulement 0,99%**.

↳ Ainsi, après les mesures correctrices apportées en 2008 ayant permis de ralentir nettement "l'effet de ciseaux" négatif de 2007, la tendance s'inverse en 2009 pour redevenir favorable : les dépenses progressent moins vite que les recettes, permettant à plusieurs indicateurs essentiels (épargne brute, épargne de gestion) de repartir à la hausse. Cela traduit une exécution saine de l'exercice 2009.



1) Les recettes de fonctionnement de l'exercice s'élèvent à 191 820 578,43€ (mouvements réels et d'ordre), en hausse de 6,78% par rapport à 2008.

↳ L'année 2009 est marquée par un haut niveau de recettes exceptionnelles. Par ailleurs, quasiment toutes les catégories de recettes s'avèrent moins dynamiques qu'en 2008, sauf les subventions et participations qui enregistrent une forte progression.

Chapitre budg	Type de recettes	Budget courant 2009	Réalisé CA 2009	Réalisé	évol.	%
				/prévu	/2008	des RRF
013	Atténuations de charges (reversements de sal., etc.)	1 440 543,68	1 766 951,40	122,66%	2,36%	0,92%
70	Produits des services, du domaine	11 700 864,70	10 339 135,64	88,36%	-4,49%	5,41%
73	Impôts et taxes	106 565 659,55	105 943 249,75	99,42%	2,09%	55,41%
	<i>dont impôts locaux</i>	88 754 178,00	88 905 834,00	100,17%	3,36%	46,50%
	<i>dont taxe d'enlèvement des OM</i>	11 548 966,00	11 549 123,00	100,00%	0,00%	6,04%
74	Dotations, subv. et participations	56 328 066,78	56 302 344,75	99,95%	4,40%	29,45%
	<i>dont Dotation Globale de Fonctionnement (dotation forfaitaire)</i>	38 465 862,00	38 465 862,00	100,00%	4,27%	20,12%
	<i>dont Dotation de Solidarité Urbaine</i>	2 375 408,00	2 375 408,00	100,00%	2,00%	1,24%
	<i>dont subventions et participations (CG, CR, CAF)</i>	6 064 198,78	6 053 556,75	99,82%	28,30%	3,17%
	<i>dont FSRIF</i>	4 124 501,00	4 124 501,00	100,00%	15,05%	2,16%
	<i>dont compensations des exonérations de TP (DCTP)</i>	2 408 613,00	2 408 613,00	100,00%	-20,27%	1,26%
	<i>dont Dotat° Nat. de Péréquat° (DNP)</i>	521 145,00	521 145,00	100,00%	-42,87%	0,27%
75	Autres produits de gestion courante	3 379 893,30	3 348 725,02	99,08%	4,39%	1,75%
TOTAL RECETTES DE GESTION COURANTE		179 415 028,01	177 700 406,56	99,04%	2,44%	92,94%
76	Produits financiers	537 610,00	68 037,45	12,66%	-88,66%	0,04%
77	Produits exceptionnels	2 275 277,39	13 430 107,48	590,26%	309,65%	7,02%
78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	#DIV/0!	-100,00%	0,00%
TOTAL DES RECETTES RELLES		182 227 915,40	191 198 551,49	104,92%	6,44%	100,00%
042	Mouvements d'ordre	3 000,00	622 026,94	20734,23%	4 120,72%	0,33%
TOTAL GENERAL		182 230 915,40	191 820 578,43	105,26%	6,78%	100,33%

Le tableau présente la ventilation de ces recettes par chapitre budgétaire, leur taux de réalisation par rapport aux prévisions, l'évolution par rapport à 2008 et la part de chacune d'elle dans le total des recettes réelles (RRF).

↳ LES RECETTES D'ORDRE (+4 120,7%)

Ces recettes d'ordre, d'un total de 622 027€, intègrent en 2009 la comptabilisation d'une moins-value réalisée sur les titres de participations détenus par la ville dans la Sem Hamo, suite à sa dissolution. On retrouve cette même écriture dans les dépenses d'ordre d'investissement.

↳ LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (+6,44%)

Les produits exceptionnels sont notamment composés

- des recettes de cessions de terrains et de bâtiments, pour 12,5M€ comprenant principalement la vente de la tour administrative à hauteur de 11,6M€ ;
- du reversement par la Sem Modev de la TVA versée à tort par la ville sur les participations de ZAC en 2005, pour 0,3M€ ;

- de régularisations sur des rattachements de charges effectués en 2008, pour 0,4M€

Les produits financiers diminuent de 89%, suite à l'extinction en 2008 d'un contrat de swap. Les recettes restantes proviennent notamment de plus-values réalisées sur les placements de trésorerie.

↳ LES RECETTES DE GESTION COURANTE (177,7M€, soit +2,44%)

Les recettes courantes sont constituées de :

♦Fiscalité (+2,09%)

L'ensemble de la fiscalité, comptabilisée au chapitre 73, constitue notre première ressource et représente 55,4% de nos recettes de fonctionnement.

En 2009, cette faible progression des produits de la fiscalité recouvre des évolutions différentes selon les taxes :

- les bases des 4 impôts locaux enregistrent un net tassement par rapport à 2008 avec une évolution globale de +2,6% alors qu'elle atteignait +4,4% l'année dernière. Cela s'explique notamment par une variation physique négative, donc une perte, des bases de taxe d'habitation ;
- la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) stagne par rapport à 2008 alors que son produit s'avérait plutôt dynamique les années précédentes ;
- après une chute de 15,9% l'année dernière, les droits de mutation continuent à être fortement impactés par la crise économique, avec une nouvelle chute de 17,5% en 2009. De plus, plusieurs autres taxes enregistrent une baisse par rapport à 2008, comme les droits de stationnement (-12%) et la taxe de séjour (-14%).

♦Dotations, compensations et subventions (+4,4%)

Après une baisse globale en 2008, cette catégorie de recettes comptabilisées au chapitre 74 présente une augmentation sensible, qui s'explique par 3 facteurs :

- Concernant les dotations de l'Etat relevant de la loi de finances, la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement progresse exceptionnellement de 4,3% en 2009 car elle intègre la croissance de population de la ville depuis le recensement de 1999. De même, la ville s'avère encore éligible au Fonds de Solidarité Ile de France (FSRIF) en 2009, qui augmente de 15% par rapport à 2008. En revanche, la dotation nationale de péréquation s'effondre (-42,9%) et la dotation de décentralisation des services d'hygiène baisse également de 3,5%.
- Les compensations fiscales versées par l'Etat en contrepartie des exonérations d'impôts locaux décidées au niveau national, poursuivent leur forte baisse en 2009 avec la chute de la dotation de compensation des pertes de taxe professionnelle (-20,3%), ajoutée à celle des compensations de foncier bâti (-13,6%), nouvelle variable d'ajustement de l'enveloppe normée.
- Les participations et subventions d'autres collectivités ou organismes progressent très fortement en 2009 (+28,3%) et proviennent particulièrement de la CAF (+22,4%) du fait de la hausse de fréquentation des centres de loisirs, mais aussi du Département (+25,5%) concernant la PMI (protection

maternelle infantile) et les crèches, et enfin de l'Etat sur les actions du CUCS et sur la MOUS insalubrité.

◆ **Produits des services et du domaine et autres produits (-2,46%)**

Au titre des participations des usagers des services municipaux, du produit d'exploitation du domaine de la ville et des autres produits de gestion courante (comptes 70 et 75), la ville a perçu en 2009 un total de 13,69M€, soit 7,2% des recettes réelles de fonctionnement.

En matière de « produits des services et du domaine », la diminution de 4,5% provient principalement des droits de voirie temporaires (palissades de chantier etc...) dont les produits sont très fluctuants, ainsi que des produits de collecte sélective des déchets urbains.

Les « autres produits de gestion courante » augmentent en 2009 (+4,4%) essentiellement du fait de l'indemnité d'assurance de 0,37M€ relative au sinistre à l'école Nanteuil.



2) Les dépenses de fonctionnement de l'exercice 2009 s'élèvent à 174 839 088,73€(mouvements réels et d'ordre).

↳ L'année 2009 est marquée par un tassement des dépenses réelles de fonctionnement, qui progressent ainsi moins vite que les recettes. Cela traduit notamment l'effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement, initié dès 2008.

Chapitre budg	Type de dépenses	Budget courant 2009	Réalisé CA 2009	Réalisé /prévu	évol. /2008	% des DRF
011	Charges à caractère général	45 049 949,92	41 798 346,21	92,78%	3,06%	26,82%
012	Charges de personnel et frais assimilés	93 835 815,00	93 368 896,32	99,50%	2,63%	59,90%
014	Atténuation de produits (revers. de fiscalité)	314 663,00	284 496,13	90,41%	501,96%	0,18%
65	Charges de gestion courante	12 624 756,68	12 275 970,00	97,24%	-16,49%	7,88%
TOTAL DEPENSES DE GESTION COURANTE		151 825 184,60	147 727 708,66	97,30%	0,99%	94,77%
66	Charges financières	10 441 137,50	6 800 736,90	65,13%	-28,27%	4,36%
67	Charges exceptionnelles	1 526 932,10	1 346 043,89	88,15%	45,61%	0,86%
68	Dotations aux provisions	196 706,32	0,00	0,00%	#DIV/0!	0,00%
TOTAL DEPENSES REELLES		163 989 960,52	155 874 489,45	95,05%	-0,52%	100,00%
	Mouvements d'ordre	18 782 653,45	18 964 599,28	100,97%	129,65%	12,17%
TOTAL GENERAL		182 772 613,97	174 839 088,73	95,66%	6,00%	112,17%

↳ **LES DEPENSES D'ORDRE (+129,7%)**

Les dépenses d'ordre correspondent à la valeur nette comptable des immobilisations cédées, aux plus-values sur cessions et aux dotations aux amortissements. Leur forte progression en 2009 résulte des écritures de cession de la tour administrative.

↳ LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (-0,52%)

♦Les charges exceptionnelles (+45,6%)

Irrégulières d'un exercice à l'autre, ces dépenses exceptionnelles comprennent principalement des frais d'éviction commerciale liés à des projets d'aménagement, les subventions aux deux budgets annexes Cinéma et Assainissement, des annulations de titres de recettes, des bourses et prix et des subventions exceptionnelles. Leur augmentation en 2009 provient surtout de régularisations sur d'anciens titres de recettes demandées par le Comptable public.

♦Les frais financiers (-28,3%)

Les frais financiers, c'est-à-dire essentiellement les intérêts de la dette, mandatés au chapitre 66, s'élèvent à 6,8M€ contre 9,48M€ en 2008.

Cette chute en 2009 est la conjonction de 2 principaux facteurs :

1) après le paroxysme de la crise bancaire pendant l'automne 2008, les taux d'intérêt ont sensiblement baissé en début d'année 2009 suite à l'afflux massif de liquidités sur les marchés financiers, liées aux plans de relance décidés par les états. En conséquence, sur toute la partie de sa dette constituée de taux variables, la ville a pu profiter de ce niveau très bas des taux d'intérêt, qui s'est poursuivi sur toute l'année 2009.

2) la gestion active et quotidienne de la trésorerie de la ville a permis d'infléchir sensiblement les charges financières, en optimisant l'utilisation des outils de trésorerie suite à l'encaissement anticipé de plusieurs recettes significatives (comme le FCTVA), dès le début de l'année.

↳ LES DEPENSES DE GESTION COURANTE (147,7M€, soit +0,99%)

Après une hausse avoisinant les 10% sur 2007 puis un ralentissement en 2008 (+4,4%) grâce à des efforts de gestion, les dépenses courantes sont quasiment stabilisées sur 2009. Les évolutions s'avèrent toutefois disparates selon les catégories de dépenses.

♦Les charges de personnel (+2,63%)

Il s'agit du premier poste de dépenses (93,4M€), regroupées au chapitre 012. Désormais, les frais de personnel représentent quasiment 60% des dépenses réelles de fonctionnement, au regard d'une moyenne de 56% pour des collectivités de population comparable.

Après une hausse de plus de 8% entre 2007 et 2006, puis un ralentissement sur 2008 (+5,4%), les charges de personnel retrouvent en 2009 un rythme de progression correct. Cette évolution traduit une vigilance sur les recrutements et les remplacements mais aussi les premiers impacts de réorganisation des services et de modernisation des pratiques de travail, dans le but d'orienter la démarche vers une plus grande qualité des conditions de travail des agents en place et un soutien aux personnels moins favorisés. En outre, la progression des dépenses de personnel

intègre également les évolutions réglementaires en matière de rémunération (valeur du point, augmentation du SMIC, cotisations CNRACL ...) et le glissement vieillesse technicité.

♦ *Les charges à caractère général (+3,06%)*

Les charges à caractère général regroupent toutes les dépenses "usuelles", à savoir les achats, les fluides, les locations, les rémunérations des délégués de service public, les entretiens et réparations, les assurances, les dépenses de formation, les honoraires, les fêtes et réceptions, les publications, les frais d'affranchissement et de télécommunications, les cotisations, les frais de gardiennage etc...

Après une hausse de plus de 14% en 2007, ces charges ont diminué de près de 4% en 2008 grâce à une démarche volontariste de réduction des dépenses superflues. Sur 2009, la progression globale de ce chapitre de dépenses provient essentiellement des loyers et charges de copropriété qui augmentent de 68,5% par rapport à 2008, du fait du contrat de location coûteux mais obligatoire, pour occuper les 2 tours administratives d'avril à décembre, suite à la cession de la tour R14 en avril. Dans une moindre mesure, la restauration des agents municipaux à Monoprix progresse de 36% du fait de la hausse de fréquentation.

♦ *Les charges de gestion courante (-16,5%)*

Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) correspondent aux diverses participations de la collectivité (contingents et participations obligatoires, contingent du service départemental incendie ainsi que cotisation au SICIM, subventions de fonctionnement aux associations, au CCAS et à la Caisse des écoles).

La baisse sensible en 2009 s'explique principalement par le niveau inhabituel de ces charges sur 2008 qui intégraient exceptionnellement 2,06M€ d'abandon des créances détenues par la ville sur la SCI Resho et sur la SEM Hamo. En outre, les contingents incendie ainsi que les subventions aux associations ont diminué, tandis que les subventions de la ville au CCAS et à la Caisse des écoles progressaient sensiblement (respectivement +8,6% et +16,8%).

II. La section d'investissement

Le **solde d'exécution** de la section d'investissement, qui correspond à la différence entre les titres émis (recettes) et mandats de paiement effectués (dépenses) dans l'exercice, présente un excédent de 13,1M€.

Le **résultat final** de la section d'investissement, qui est l'addition à ce solde d'exécution, du résultat 2008 reporté (-9,5M€) et des restes à réaliser en dépenses et en recettes (solde de -20,3M€) s'établit en 2009 à - 16 692 194,02€.

Le besoin de financement en investissement est tout à fait normal, puisque qu'en M14, l'excédent constaté en fonctionnement est affecté à la couverture de ce besoin.

1) Les recettes s'élèvent à 93 615 001,93€ (mouvements réels et d'ordre), dont 74,65M€ de recettes réelles.

Le tableau suivant permet de synthétiser la structure des recettes de la section d'investissement.

Chap. budg	Type de recettes	Budget courant 2009	Réalisé CA 2009	Prévu/Réalisé	évol./2008	% des RRI
10	Dotations et fonds propres (1068 compris)	23 484 199,78	23 282 589,78	99,14%	4,06%	31,19%
13	Subventions d'investissement (138 compris)	14 274 135,54	5 366 106,78	37,59%	-1,86%	7,19%
16	Emprunts et dettes assimilées	70 214 513,00	45 369 493,33	64,62%	-18,10%	60,78%
23	Immobilisations en cours	20 609,15	42 077,68	204,17%	#DIV/0!	0,06%
27	Autres immobilisations financières	1 017 074,81	512 546,07	50,39%	-81,44%	0,69%
45	Opérations pour compte de tiers	124 804,74	77 589,01	62,17%	-83,42%	0,10%
024	Produits des cessions d'immobilisation	12 147 000,00				
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT		121 282 337,02	74 650 402,65	61,55%	-13,67%	100,00%
	Mouvements d'ordre	18 782 653,45	18 964 599,28	100,97%	129,65%	25,40%
TOTAL GENERAL		140 064 990,47	93 615 001,93	66,84%	-1,18%	125,40%

↳ **LES RECETTES D'ORDRE (+129,7%)**

Contrepartie comptable des dépenses d'ordre de fonctionnement, les recettes d'ordre d'investissement se composent donc des amortissements, des sorties de l'actif comptable des biens cédés et des plus-values réalisées sur les cessions.

↳ **LES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT (-13,7%)**

♦ **Emprunts et dettes assimilées (-18,1%)**

Afin de financer le programme d'investissement, **13M€ d'emprunts ont dû être mobilisés en 2009** contre 24,98M€ en 2008. Pour le reste, sur ce chapitre budgétaire, 32,4M€ correspondent à des écritures réalisées en dépense et en recette, permettant d'utiliser en « allers-retours » comme des outils de trésorerie, plusieurs emprunts « revolving » précédemment mobilisés.

Inversion de tendance par rapport aux 2 années précédentes, **la ville s'est désendettée en 2009, de 5,2M€ Le capital restant dû au 31 décembre 2009 s'élève ainsi à 204,5M€**

La conjonction d'une hausse de l'épargne brute (recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement, hors résultat exceptionnel) et d'un désendettement entraîne une amélioration de la capacité dynamique de désendettement. Elle passe ainsi de 10,2 ans en 2008 à 8,8 ans en 2009.

♦Dotations et fonds propres (+22,8%)

Hors affectation au financement de l'investissement 2008 (compte 1068), les dotations et fonds propres augmentent de 22,8% du fait de la progression conjointe des 2 recettes composant ce chapitre : le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), à hauteur de +22,6% (6,8M€) résultant des forts investissements réalisés en 2007 et la taxe locale d'équipement (TLE), à hauteur de +24,4%.

♦Les subventions d'investissement (-1,9%)

Les subventions d'investissement sont des subventions d'équipement provenant des partenaires de la ville (département, région, SIPPEREC, Etat) ainsi que diverses recettes comme le reversement par l'Etat d'une part des amendes de police. Il convient de rappeler que ces subventions, liées à la réalisation des investissements concernés, sont souvent encaissées avec un décalage dans le temps par rapport aux dépenses.

♦Les autres immobilisations financières (-81,4%)

La forte baisse en 2009 s'explique principalement par le niveau inhabituel de ces recettes sur 2008 qui intégraient exceptionnellement 2,29M€ de créances anciennes détenues par la ville sur la SCI Resho et sur la SEM Hamo

Ces recettes sont principalement composées de déconsignations immobilières, opérées lorsque l'acquisition foncière prévue est finalisée ou lorsque celle-ci est abandonnée ; ainsi que de la constatation d'une créance de la ville sur l'association MAME, la ville s'étant trouvée dans l'obligation de payer à sa place une échéance de l'emprunt souscrit par cette association, suite à la mise en jeu de la garantie d'emprunt par la banque.

♦Produit des cessions d'immobilisations

Pour rappel, depuis la réforme de la M14, le produit des cessions d'immobilisations est budgété en investissement (chapitre 024) mais est réalisé en fonctionnement (compte 77).



2) Les dépenses totales d'investissement s'élèvent à 80 552 811€ (mouvements réels et d'ordre), dont 79,93M€ de dépenses réelles.

Chap. budg	Type de dépenses	Budget courant 2009	Réalisé CA 2009	Réalisé /prévu	évol. /2008	% des DRI
16	remboursement d'emprunts	69 053 368,00	50 605 673,61	73,28%	5,76%	63,31%
20	immobilisations incorporelles	7 101 581,24	1 013 175,55	14,27%	-31,99%	1,27%
204	subventions d'équipement versées	2 100 224,00	177 022,00	8,43%	-94,84%	0,22%
21	immobilisations corporelles	33 131 903,48	13 792 540,75	41,63%	-24,37%	17,26%
23	immobilisations en cours	9 552 973,50	5 072 647,78	53,10%	-59,32%	6,35%
27	prêts et immobilisations financières	9 521 479,15	9 205 182,25	96,68%	184,70%	11,52%
45	opérations pour compte de tiers	106 786,33	64 542,12	60,44%	-24,49%	0,08%
TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT		130 568 315,70	79 930 784,06	61,22%	-7,91%	100,00%
040	Mouvements d'ordre	3 000,00	622 026,94	20734,23%	4120,72%	0,78%
TOTAL GENERAL		130 571 315,70	80 552 811,00	61,69%	-7,21%	100,78%

↳ LES DEPENSES D'ORDRE (+4 120,7%)

Contrepartie comptable des recettes d'ordre de fonctionnement, les dépenses d'ordre d'investissement intègrent en 2009 la moins-value réalisée sur les titres de participations détenus par la ville dans la Sem Hamo, suite à sa dissolution.

↳ LES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT (-7,9%)

♦Les remboursements d'emprunts (+5,8%)

Si l'on isole les montants liés à nos emprunts « revolving » (32,4M€) en progression de 6,6%, le remboursement du capital de la dette a été en 2009 de 18,23M€ contre 17,44M€ en 2008 (+4,5%).

Ainsi, eu égard aux montants mobilisés en 2009 (13M€), la ville s'est désendettée de 5,23M€, ce qui rompt avec les 2 années précédentes de ré-endettement et constitue l'un des principaux objectifs de stratégie financière pour la ville.

↳ Si la ville consacrait l'intégralité de l'épargne qu'elle dégage en fonctionnement au remboursement de sa dette, elle mettrait **8,8 ans** à la rembourser en 2009 contre 10,2 ans en 2008.

♦Les prêts et immobilisations financières (+184,7%)

Ce poste prêts et immobilisations financières comporte l'avance de trésorerie de 6,5M€ pour la Société d'Economie Mixte (SEM) départementale SEQUANO dans le cadre de l'opération Cœur de ville. Les autres dépenses réalisées sur ce chapitre correspondent aux consignations et dépôts de garantie immobiliers versés par la ville (2,67M€) et au paiement par la ville à la banque d'une échéance d'emprunt impayée par l'association MAME.

♦*Les dépenses d'équipement (-43,7%)*

Les subventions d'équipement versées (compte 204) s'élèvent à 0,18M€, soit une diminution de 94,8%. Ce poste varie d'une année à l'autre, notamment en fonction des besoins des partenaires. En 2009, il s'agit d'une surcharge foncière versée à l'OPHM dans le cadre d'une opération de logements sociaux, ainsi que de subventions à des familles montreuilloises pour installer des panneaux solaires.

Les études, travaux et acquisitions (comptes 20, 21 et 23) réalisés diminuent de 38,3% entre 2008 et 2009, pour passer de 32,2M€ en 2008 à **19,9M€ réalisés en 2009**.

Parmi ces 19,9M€, on trouve notamment :

- *4,27M€ d'études et travaux sur les grandes opérations* : école Louise Michel (0,27M€), Nouveau Théâtre (0,55M€), groupe scolaire Nanteuil (1,36M€), reconversion du collège Paul Eluard (0,45M€), nouveau Parc aquatique (0,05M€), crèche E. Pikler (0,89M€) et crèche M. Makeba (0,7M€) ;
- *4,53M€ de travaux de voirie* parmi lesquels 2,78M€ d'opérations d'entretien de la voirie et de circulation, 0,27M€ pour les circulations douces, 0,21M€ sur les aménagements de lignes de bus, 0,65M€ sur l'éclairage et la signalisation et 0,62M€ d'achat de conteneurs ou de matériel de collecte des ordures ;
- *2,13M€ pour l'entretien et le renouvellement du patrimoine des écoles et des offices de restauration* (avec notamment les travaux sur les sanitaires et sur le groupe scolaire Romain Rolland) ;
- *2,88M€ pour les grosses réparations sur le reste du patrimoine bâti*. On y trouve de nombreux travaux de sécurité ou encore des travaux sur les équipements sportifs et culturels (notamment la Maison Populaire), sur les crèches, sur les centres de vacances, les centres de quartier ainsi que la nouvelle antenne jeunesse rue Paul Signac ;
- *1,19M€ pour l'amélioration des conditions de travail et d'accueil du public* (aménagement dans le centre administratif et Opale, équipements du conservatoire et des centres de santé, mobilier, matériels, véhicules, informatique et téléphonie) ;
- *2,87M€ pour des acquisitions de terrains et réserves foncières* ;
- *0,71M€ d'aménagement d'espaces verts*,
- *1,25M€ d'autres dépenses d'investissement* comprenant les dépollutions, les démolitions, les études urbaines et l'entretien du patrimoine privé.

III. Résultat de l'exercice, restes à réaliser et résultats à affecter

Trois étapes successives permettent d'évaluer les résultats à affecter au financement des investissements.

Au **résultat de l'exécution** doivent être additionnés les résultats reportés de 2008, ce qui permet d'obtenir le **résultat de clôture**. A ce dernier s'ajoutent les restes à réaliser de la section d'investissement (les reports) afin de déterminer le **résultat final, qu'il convient d'affecter**.

1/ le résultat de l'exécution rend compte des réalisations de l'exercice 2009.

	2009		
	INV.	FONC.	TOTAL
Titres de recettes émis	93 615 001,93€	191 820 578,43€	285 435 580,36€
Mandats émis	80 552 811,00€	174 839 088,73€	255 391 899,73€
SOLDE D'EXECUTION	13 062 190,93€	16 981 489,70€	30 043 680,63€

Le **résultat comptable** de l'exercice présente donc un excédent de 30,04M€.

2/ le résultat de clôture ; le résultat final et le résultat à affecter du compte administratif.

Deux résultats sont à distinguer :

- le **résultat de clôture**, qui reprend les réalisations de l'année et les résultats de l'année précédente, avant les restes à réaliser.
- le **résultat final du compte**, qui ajoute au résultat de clôture les restes à réaliser en dépenses et en recettes.

	INV.	FONC.	TOTAL
Résultat reporté	- 9 493 674,77€	541 698,57€	- 8 951 976,20€
RESULTAT DE CLOTURE	3 568 516,16€	17 523 188,27€	21 091 704,43€
Restes à réaliser	- 20 260 710,18€		- 20 260 710,18€
en dépenses	31 624 423,19€		31 624 423,19€
en recettes	11 363 713,01€		11 363 713,01€
RESULTAT FINAL	- 16 692 194,02€	17 523 188,27€	830 994,25€

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent :

- en recettes : à des recettes d'emprunts contractés antérieurement mais qui seront encaissés en 2010 ou au delà (6,5M€), et à des subventions obtenues en 2009 mais non encaissées.
- en dépenses : à des crédits engagés et non consommés à la fin de l'exercice, à reporter sur l'exercice 2010.

↳ **Produit de la différence entre l'excédent de fonctionnement (17,52M€) et le besoin de financement de l'investissement (-16,69M€), le résultat est excédentaire et s'élève à + 0,83M€**

Il s'agit là du montant qui peut être reporté au budget supplémentaire.

१२१२१

Je vous propose que le Conseil municipal prenne la décision suivante :

- constate les résultats suivants du compte administratif 2009 (résultat de clôture) :

- ⇒ un excédent de fonctionnement de **17 523 188,27€**
- ⇒ un excédent d'investissement de **3 568 516,16€**
- ⇒ soit un excédent total de **21 091 704,43€**

- constate les restes à réaliser de la section d'investissement comme suit :

- ⇒ en dépenses d'investissement : - 31 624 423,19€
- ⇒ en recettes d'investissement : + 11 363 713,01€

- affecte le résultat d'exploitation (résultat de la section de fonctionnement) comme suit :

- ⇒ couverture du besoin de financement en investissement (recette compte 1068), soit + **16 692 194,02€**
- ⇒ excédent reporté en section de fonctionnement (chapitre 002), de **+ 830 994,25€**

- affecte le résultat d'investissement (résultat de la section d'investissement) comme suit :

- ⇒ excédent reporté en section d'investissement (chapitre 001), de **+ 3 568 516,16€**